



CESEC

di Corsica

Cunsigliu economicu, suciale, di l'ambiente è culturale di Corsica
Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse

Rapport d'activité **Raportu d'attività**



2025
2025



SOMMAIRE



Lien actif
Cliquez pour rejoindre



ÉDITO DE LA PRÉSIDENTE



Dans un contexte national et européen marqué par une montée des incertitudes, par un recul de la confiance envers les institutions et par des attentes citoyennes toujours plus fortes, le CESEC de Corse a poursuivi en 2025 une mission essentielle: offrir à la Collectivité de Corse une expertise indépendante, ancrée dans le réel, capable d'éclairer la décision publique.

Plus que jamais, notre territoire a besoin d'espaces de dialogue, de co construction et d'intelligence collective. La Corse traverse des transformations majeures — économiques, sociales, culturelles, environnementales — qui exigent une lecture fine des réalités locales et un engagement constant auprès des acteurs du terrain. C'est précisément le rôle de notre Conseil: rassembler les forces vives de l'île, confronter les points de vue, formuler des propositions solides et contribuer à une action publique plus juste et plus efficace.

Le bilan d'activité 2025 illustre cette dynamique collective.

Chaque avis, chaque contribution, chaque auto saisine traduit un travail exigeant: des heures d'auditions, d'échanges, d'analyses, de débats et de recherche de consensus. Derrière chaque texte adopté se trouvent des femmes et des hommes qui, au delà de leurs parcours et sensibilités, partagent une même volonté: mettre leurs compétences au service de l'intérêt général et du développement harmonieux de notre île.

Cette mobilisation unanime, en Corse comme dans l'ensemble des régions, a démontré la pertinence et la nécessité de l'apport de la société civile organisée.

À l'heure où la démocratie représentative doit se réinventer et s'ouvrir davantage, affaiblir ces espaces de concertation serait une erreur majeure. Notre Conseil incarne une parole libre, plurielle, utile, au service d'une démocratie régionale plus participative et plus apaisée.

Je souhaite saluer ici l'engagement sans faille des conseillères et conseillers, ainsi que le professionnalisme de l'équipe administrative qui accompagne nos travaux. Ensemble, ils ont contribué à la production d'avis structurants, à des réflexions de long terme et à des perspectives nouvelles pour la Corse: transitions écologiques et énergétiques, cohésion sociale, développement des territoires, politique éducative, défense des droits culturels, lutte contre les dérives mafieuses, justice sociale et territoriale, ruralités, transports, politique de l'eau...

Le CESEC de Corse continuera en 2026 à être un acteur essentiel du débat public, un lieu d'écoute, de vigilance et de proposition.

Nous poursuivrons notre engagement pour une Corse plus solidaire, plus durable, mieux préparée aux défis à venir et pleinement actrice de son avenir institutionnel.

Ce rapport en est le reflet fidèle. Il témoigne de la force du travail collectif et de la place indispensable que doit occuper la société civile organisée dans la construction de l'action publique.

Marie Jeanne NICOLI
Présidente du CESEC de Corse

Une représentation solide et diverse de la société civile insulaire

Cette représentativité large fait du CESECC l'unique espace institutionnel d'expression de la société civile, où se rencontrent réalités professionnelles, citoyennes et territoriales.



Une

année de mandature

En 2025, le CESECC s'est affirmé comme un acteur du dialogue territorial et un contributeur à l'élaboration des politiques publiques. Par son activité soutenue, la richesse de ses contributions il a consolidé son rôle de vigie, de force de proposition et de lieu structurant de concertation entre les forces vives de l'île.

UNE ASSEMBLÉE



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025



L'année 2025 a été marquée par une succession d'événements majeurs qui ont placé le CESECC au centre du débat public, de la concertation institutionnelle et de la réflexion stratégique sur l'avenir de la Corse. Ces temps forts témoignent de la capacité du Conseil à réagir, anticiper, mobiliser et éclairer les choix publics dans un contexte politique et social en profonde mutation.

Le CESECC auditionné sur l'avenir institutionnel de la Corse

À la demande de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, le CESECC a été entendu dans le cadre des travaux sur l'évolution institutionnelle de l'île.

Le Conseil y a rappelé des principes fondamentaux :

- * L'intégration d'un **volet social** au cœur de toute réforme ;
- * La garantie de **non régression des droits sociaux et environnementaux, des libertés et libertés fondamentales** ;
- * La nécessité d'un **pouvoir normatif adapté** pour la Collectivité ;
- * Les **principes de progressivité** et de **capabilité** dans le transfert de compétences de la CdC pour les mettre en œuvre ;
- * L'importance d'un apprentissage mutuel État-Collectivité.

Cette audition a confirmé la place stratégique du CESECC dans la construction d'un cadre institutionnel durable et partagé.



MARS

Séminaire socioéconomique

Face aux alertes remontées par de nombreux membres et organisations sur la dégradation ressentie de la **situation socioéconomique**, le CESECC a organisé, le 4 mars 2025, un séminaire de travail dédié à l'actualisation partagée des diagnostics et à l'identification de pistes d'action.

L'objectif : produire une photographie la plus objective possible « à l'instant t », dépasser les perceptions fragmentées et faire émerger des leviers pragmatiques pour un développement durable et soutenable de l'île.

Le séminaire a réuni à côté des conseillers du CESECC, un panel d'organismes économiques et professionnels, dont l'INSEE Corse et la Banque de France, aux côtés de représentants des secteurs du BTP, du commerce, du tourisme, de l'artisanat, des activités de pleine nature, de l'économie sociale et solidaire et des partenaires sociaux.

2^{ème} séminaire consacré au tourisme durable

Le CESECC a réuni acteurs et experts pour approfondir la réflexion engagée en 2022 sur le modèle touristique corse.

Les échanges ont mis en lumière :

- * **Les limites du modèle actuel** (saisonnalité, surfréquentation, pression environnementale) ;
- * **La nécessité d'une nouvelle gouvernance touristique** mieux coordonnée ;
- * **L'importance de diversifier** : tourisme rural, patrimonial, culturel, écotourisme ;
- * **La création d'indicateurs de pression** pour mieux anticiper l'impact sur les ressources.

Ce séminaire constitue une étape clé vers un **tourisme durable, équilibré et accepté par les populations**.



Mobilisation contre le projet de suppression des CESER

Un amendement parlementaire visant à supprimer les CESER, dont le CESECC, a provoqué une réaction immédiate et unanime.

Le CESECC a engagé une mobilisation forte avec :

- * Des réunions extraordinaires ;
- * Une prise de position collective ;
- * Une démarche auprès des parlementaires corses ;
- * Une communication publique unitaire.

L'Assemblée de Corse a adopté à l'unanimité une motion rappelant l'**utilité démocratique**, l'**expertise territoriale** et la **légitimité** du CESECC

Cette séquence a renforcé la cohésion entre Conseil Exécutif et Assemblée et a démontré l'importance de la société civile organisée dans un moment institutionnel décisif.



Réunion conjointe CESECC / Agence du Tourisme de la Corse

Cette rencontre a permis d'articuler les travaux du CESECC avec les orientations stratégiques de l'ATC, notamment autour :

- * D'un **tourisme équilibré** et respectueux du territoire ;
- * Du développement des **mobilités douces** ;
- * D'une réflexion partagée sur la **capacité d'accueil** ;
- * D'une concertation renforcée avec habitants et acteurs économiques.

Ce dialogue opérationnel illustre la volonté commune de faire du tourisme un levier durable pour la Corse.



Participation à la démarche «Corsica Pruspettiva 2050»

Aux côtés de l'Assemblée de Corse, le CESECC a contribué à une réflexion prospective sur les futurs possibles de l'île.

À travers des ateliers dédiés, les échanges ont porté sur :

- * Les transitions écologiques ;
- * Les évolutions économiques ;
- * Les défis démographiques ;
- * La trajectoire institutionnelle.

La contribution de la société civile organisée y a donné une profondeur indispensable à la vision de long terme.



SEPTEMBRE

4^{ème} journée d'échanges du Réseau «Déplacements médicaux sur le continent»



Le CESECC participait à la 4^e Journée d'échanges du Réseau «Déplacements médicaux sur le continent».

L'édition 2025 était consacrée à l'**amélioration de la prise en charge des accompagnateurs de patients**, thème central pour les familles touchées par la « triple peine » des déplacements: financière, psychologique et organisationnelle. Les interventions ont permis de mettre en évidence les progrès réalisés et les besoins encore non couverts.

Le CESECC continuera ainsi à jouer pleinement son rôle de **caisse de résonance de la société civile organisée**, au service de l'égalité d'accès aux soins et de l'intérêt général.

Rencontre avec une délégation japonaise autour de la châtaigne

Rencontre avec une importante délégation japonaise composée de représentants du secteur agricole, de responsables institutionnels et de chercheurs spécialisés dans la filière castanéicole.

- * Mise en évidence d'enjeux communs auxquels les deux territoires sont confrontés
- * Vieillesse des producteurs et manque de relève,
- * Nécessité d'innovations agricoles adaptées,
- * Valorisation des savoir-faire traditionnels,
- * Préservation des écosystèmes menacés par le changement climatique,
- * Revitalisation des territoires ruraux
- * Articulation entre agriculture, tourisme et politique culturelle.

Le CESECC a rappelé combien la châtaigneraie corse constitue une véritable "archive vivante" de la mémoire collective: un écosystème nourricier, structurant pour le rural insulaire, qui aujourd'hui encore joue un rôle essentiel dans la biodiversité et l'aménagement du territoire.



OCTOBRE

Conférence «Pour une sécurité sociale de la culture» en partenariat avec l'association «Operae»

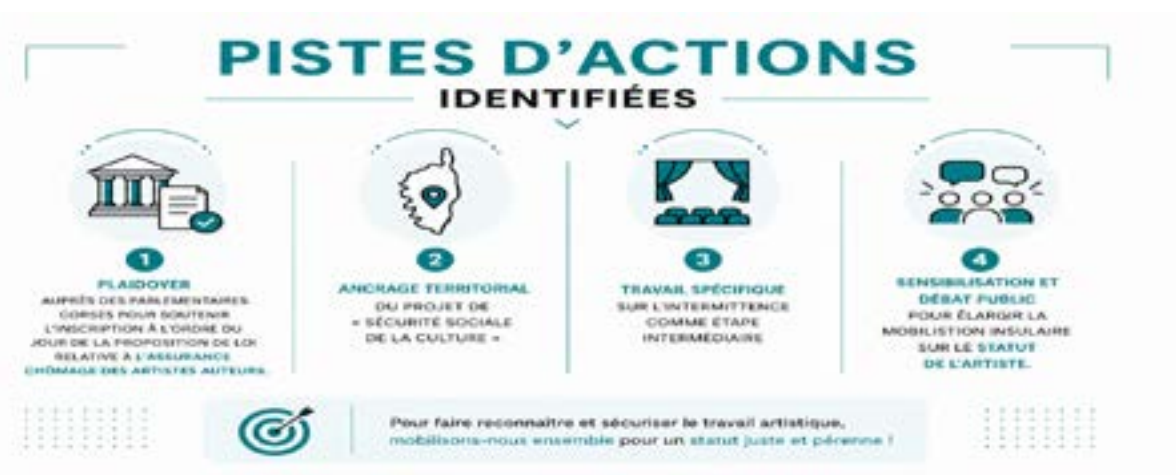
Le CESECC a accueilli, pour la **deuxième année consécutive**, un atelier organisé en partenariat avec l'association Operae dans le cadre des rencontres annuelles Le travail autre.

A été rappelé que la **précarité des artistes**, les difficultés des lieux culturels et les perspectives de **baisse des aides** constituent une préoccupation majeure pour les membres du CESECC et de réaffirmer, plus largement, l'inquiétude face à l'**absence de vision** pour la politique culturelle et la place faite à l'art et à la culture dans la société.

L'atelier était animé par **Aurélien Catin** (Réseau Salarial, collectif d'artistes La Buse), qui interroge le **milieu de l'art comme milieu de travail** et porte deux propositions phares :

- * L'intégration des **artistes auteurs** à l'**assurance chômage** via une proposition de loi ;
- * Un **salaire à vie** fondé sur la **qualification personnelle**, financé par la **cotisation**, selon une architecture inspirée du régime général de Sécurité sociale (caisses territoriales et gouvernance démocratique).

La mise en perspective **corse** a rappelé un contexte social marqué (taux de pauvreté, bas salaires), la fracture **rural/urbain**, l'importance des **droits culturels** et une **faible mobilisation** locale sur le statut de l'artiste.



NOVEMBRE

Intallation de la commission contre les dérives mafieuses

Le CESECC a pris part à la nouvelle commission dédiée à la lutte contre les pratiques mafieuses en Corse.

Lors de son installation, le Conseil a souligné :

- * La nécessité d'un **diagnostic objectif** ;
- * L'importance d'une **analyse approfondie des phénomènes criminels** ;
- * La contribution du CESECC en expertise, veille et proposition.

Cette participation traduit l'engagement du CESECC dans l'un des enjeux sociétaux majeurs de l'île.



Participation à la restitution de l'étude sur la politique culturelle et perspectives

Le CESECC a poursuivi son rôle d'interface entre la société civile et les élus en contribuant activement au chantier de refonte de la politique culturelle de la Collectivité de Corse.

Le CESECC a rappelé le rôle de la culture, **levier stratégique de cohésion, d'émancipation et d'équité territoriale**, appelé une **feuille de route durable, lisible et co construite avec l'ensemble des acteurs**.

Rencontre sur la place de la société civile dans la démocratie corse

Le CESECC a organisé une rencontre consacrée au rôle de la société civile dans un contexte de profonde évolution démocratique. Alors que l'île est engagée dans un processus de révision constitutionnelle en vue d'un statut d'autonomie, et que la défiance envers les institutions progresse partout en Europe, cette initiative visait à mieux comprendre comment associer les habitants à la construction des politiques publiques.

Le séminaire a permis d'ouvrir ce débat en présence de Wanda Mastor, professeure de droit public, qui a apporté un éclairage sur les formes possibles de participation: conventions citoyennes, tirage au sort, consultations locales, etc.



L'intervention de **Wanda Mastor** a rappelé que l'avenir institutionnel de la Corse dépendra aussi de la manière dont les citoyens seront associés aux décisions qui les concernent. Le CESECC entend pleinement jouer son rôle dans cette dynamique: créer du lien, favoriser la participation, et contribuer à une démocratie plus ouverte, plus proche, plus utile à chacun.





En 2025, le CESECC a renforcé son rôle d'acteur incontournable de la décision publique, grâce à une production dense, rigoureuse et influente : 53 avis, 1 contribution, 6 motions, 1 résolution solennelle et 2 déclarations.

Au delà du volume, c'est leur impact réel sur les politiques publiques qui marque l'année.

Les travaux du CESECC se distinguent par :

- * Une **expertise plurielle**, issue de la société civile organisée ;
- * Une **approche transversale** intégrant dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales ;
- * Un **dialogue renforcé** avec l'Exécutif et l'Assemblée ;
- * Une prise en compte par les élus dans l'**élaboration** et la **mise en œuvre des politiques publiques**.

Section Économique et social et de la prospective

Quelques mots de la Présidente



Notre section porte la voix d'une société civile déterminée à faire transformer les structures de notre territoire pour plus de justice et de dignité. Nous n'avons pas seulement été observateurs des crises mais avons voulu être un laboratoire de propositions et de solutions pour la Corse d'aujourd'hui et celle de demain. C'est au quotidien que nous nous engageons à favoriser la construction d'une économie au service de l'humain, de notre terre et pour un renforcement des solidarités. Nos avis sont le fruit d'un dialogue constructif avec les décideurs, visant à concilier dynamisme économique et justice sociale. Le bilan qui vous est présenté témoigne de notre volonté d'éclairer l'action publique par une vision de moyen et de long termes ancrée dans la spécificité de notre territoire. En croisant les regards de la société civile et en interpellant les décideurs, nous avons replacé l'urgence sociale aux sommets des priorités et mis en lumière les problématiques de l'emploi dans un contexte de mutations climatiques et sociales. Notre contribution s'est voulue active pour définir un modèle de croissance respectueuse de l'identité et de l'avenir de la Corse.

Agriculture et pêche

Une influence concrète sur les plans d'action

Dans le domaine agricole, le CESECC a rendu :

- * Plusieurs avis sur :
 - La fièvre catarrhale ovine ;
 - La maladie d'Aujeszky ;
 - Le dispositif de différenciation tarifaire de l'eau pour les filières en tension ;
 - Le projet Genoty'Capra.
- * Une motion sur la « Lutte contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) »
- * Une déclaration relative aux « Points et problèmes au niveau de la pêche professionnelle corse »

Le CESECC a été **force de propositions** dans la politique alimentaire, en lien avec son rapport sur l'autonomie alimentaire de la Corse.

Il a également démarré un travail de fond sur l'avenir du pastoralisme, prévu sur 2025–2026.



Développement économique, tourisme et transport

Des avis intégrés dans les stratégies de mobilité et d'infrastructures



Les avis du CESECC ont influencé plusieurs décisions en matière de transports et d'aménagement du territoire, notamment :

- * Évolution du Guide des aides au tourisme ;
- * Mise à jour de la **politique d'ingénierie financière** ;
- * Bilan du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) des infrastructures de transport ;
- * Contrats de délégation de service public aérien ;
- * Enjeux industriels (dont le dossier Orezza).

Europe et international

2 motions relatives à :

- * « Libération de Boualem Sansal »
- * « Soutien à Mayotte »

Finances

Garantir la cohérence et la lisibilité de l'action publique

- * Documents d'orientation budgétaire 2025 et 2026;
- * Budgets primitifs 2025 et 2026 ;
- * Révision des dispositifs de soutien aux territoiresBudgets annexes
- * Compte financier unique 2024.



Section Culture, langue corse et éducation

Quelques mots du Président



L'emancipazione linguistica, culturale è educativa in Corsica hè à tempu una sfida pulitica è suciale ind'una Corsica à l'incrociu di e strade, ind'un cuntestu difficiule di mundializazione chì tende à spianà ogni aspezzu è ogni uriginalità territoriale. U CESECC, emanazione di a sucetà civile in u cutidianu di a so attività, hè un locu di vigilanza, una sentinella sempre in punta per sensibilizà, prevene, analizà, schjarì è prupone : a lingua corsa, a cultura impastata idi modu intimu in a so dimensione universale è lucale, è ancu a problematica educativa, sò i pilastri chì toccanu à cunsolidà e fundazione ogni ghjornu. A sezione Cultura di u CESECC s'impegna, in u quattru di e so prerogative, à purtà senza stancità, ogni santu ghjornu, a so petra di riflessione dinamica à l'edifiziu.¹

Culture, langue et patrimoine

Une prise en compte notable des préconisations

Les travaux du CESECC ont nourri :

- * La **refonte de la politique culturelle** ;
- * Les **orientations** sur les **musées** et sites **patrimoniaux** ;
- * Les **dispositifs de soutien aux artistes** ;
- * La **politique linguistique** (bilinguisme, immersion, label "Cità è Paesi immersivi") et une déclaration « Pour une démocratisation de l'accès à la langue corse en milieu scolaire »



Éducation, jeunesse et égalité

Une contribution transversale

Les avis 2025 08 et 2025 50, consacrés à l'égalité femmes/hommes, ont été cités lors des sessions de l'Assemblée de Corse.

Ils ont contribué à une meilleure prise en compte :

- * De la **prévention des discriminations** ;
- * De la **place des femmes** dans les politiques de formation et d'emploi ;
- * Du suivi des **indicateurs de progression**.

Dans le domaine éducatif, plusieurs avis et travaux (PPE, carte des formations, Casa Marina, calendrier scolaire) ont alimenté les **échanges avec le Rectorat** dans le cadre du **projet Scola 2030**, ainsi que les **réflexions** sur un **système éducatif corse autonome**.

Par ailleurs, le CESECC a également rédigé une motion apportant son « Soutien aux lycéens agricoles et à la défense de l'enseignement agricole en Corse »

¹ : L'émancipation linguistique, culturelle et éducative en Corse est à la fois un défi politique et sociétal dans une Corse à la croisée des chemins, dans un contexte difficile de globalisation mondiale qui tend à aplanir toute aspérité et toute originalité territoriale. Le CESECC, émanation de la société civile dans le quotidien de son activité est un lieu de vigilance, une sentinelle toujours en pointe pour sensibiliser, prévenir, analyser, éclairer et proposer : la langue corse, la culture intimement imbriquée dans sa dimension universelle et locale ainsi que la problématique éducative sont les piliers dont il faut chaque jour consolider les fondations. La section Culture du CESECC s'attache dans le cadre de ses prérogatives à apporter sans relâche, tous les jours, sa pierre de réflexion dynamique à l'édifice.

Section Environnement et cadre de vie

Quelques mots de la Présidente



Face aux transitions écologique, économique, sociale, démographique, au cours de l'année 2025, les membres de la section Environnement et Cadre de Vie, dans leur diversité, se sont attachés à construire des propositions communes au plus proche des réalités locales. Ensemble, nous avons abordé des sujets tel que l'aménagement du territoire, la protection des espaces naturels, la prévention des inégalités de santé, la formation professionnelle, ou encore l'évolution du secteur médico-social. Cette hétérogénéité témoigne de la richesse et de la transversalité des enjeux que porte notre section au quotidien. Dans un esprit de dialogue constructif, nous avons œuvré pour proposer des réponses répondant au mieux aux besoins de nos concitoyens, dans une logique d'inclusion n'oubliant pas les plus vulnérables.

Eau et gouvernance

Une contribution structurante



La Contribution 2025-01 sur les grands enjeux liés à l'eau a joué un rôle majeur dans les travaux du Comité de bassin, en vue de la révision du SDAGE 2028 2033.

Plusieurs orientations du CESECC ont été reprises :

- * Une **gouvernance insulaire intégrée** de la ressource ;
- * La **réaffirmation des grands principes** économiques de la politique de l'eau ;
- * L'**adaptation** des tarifications aux réalités corses ;
- * La nécessité d'un **financement durable** des services ;
- * La **sobriété**, la **sensibilisation** et la **responsabilisation** des usagers.

Environnement, aménagement du territoire et numérique

La commission la plus sollicitée

- * 17 avis touchant
 - Révision du PADDUC ;
 - Schémas urbains et territoriaux ;
 - Mobilités numériques et infrastructures ;
 - Espaces naturels sensibles ;
 - Incendies, biodiversité, environnement marin ;
 - Internet. CORSICA ;
 - Intelligence artificielle et action publique.
- * 1 motion sur l'« Opposition à la suppression du conservatoire du littoral et à son intégration au sein de l'office français de la biodiversité (OFB) »

Politiques sociales et médico sociales

Un impact sur l'accompagnement des publics vulnérables

Des avis concernant :

- * La prévention des inégalités sociales de santé ;
 - * La prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap ;
 - * Les politiques d'insertion et d'emploi ;
 - * Le soutien aux structures médico sociales ;
- ont contribué aux décisions budgétaires et programmatiques de la Collectivité.

Une motion relative aux «Centres d'hébergement d'urgence» a complété le travail.



Travaux de portée sociétale

Lutte contre les dérives mafieuses

Un avis déterminant et largement repris

L'avis 2025-07 : "Trente mesures pour une société corse libre, apaisée et démocratique" a profondément influencé les délibérations de l'Assemblée de Corse.

Plusieurs axes ont été directement intégrés :

- * Création d'une instance dédiée à la lutte contre les pratiques mafieuses ;
- * Recours à l'Agence Française Anticorruption ;
- * Transparence renforcée dans les secteurs économiques sensibles ;
- * Encadrement du "bénéfice raisonnable" dans les activités stratégiques ;
- * Outils anti spéculatifs en urbanisme et foncier ;
- * Extension des actions en matière d'éducation citoyenne ;
- * Mobilisation collective dans la lutte contre les drogues.

De plus, le CESECC a contribué à la composition de la nouvelle commission de 35 membres, reflétant une **diversité plus grande des acteurs socio économiques et associatifs**.

Enfin, il a également pris une résolution sur le « Fléau de la drogue en Corse »



[Consulter les avis du CESEC de Corse](#)



Les auto saisines constituent l'un des outils les plus puissants du CESECC : elles permettent à la société civile organisée d'identifier des enjeux émergents, d'en proposer une lecture transversale et d'apporter une expertise indépendante. Ces travaux, menés en parallèle des saisines de l'Exécutif, illustrent la capacité du Conseil à anticiper les transformations du territoire, à éclairer les politiques publiques de long terme et à ouvrir des chantiers fondamentaux pour la société corse.

En 2025, le CESECC a engagé trois auto saisines ambitieuses et structurantes, portant sur des sujets majeurs pour l'avenir de l'île : les transports, le système éducatif corse autonome, et les ruralités.

Ces grands chantiers témoignent d'une volonté de :

- * **Penser le long terme,**
- * **Anticiper les transitions,**
- * **Accompagner l'évolution institutionnelle** de l'île.

En 2026, elles entreront dans des phases décisives de consolidation, permettant au CESECC d'apporter à la Collectivité de Corse des propositions étayées, ambitieuses et structurelles.

Vers une stratégie globale de mobilité pour la Corse

Quelques mots du Président



Ce rapport s'inscrit dans un contexte où les transports en Corse constituent un enjeu vital en raison de l'insularité du territoire. La continuité territoriale, financée par la Dotation de Continuité Territoriale (DCT), garantit l'accessibilité de l'île et son approvisionnement via les transports maritimes et aériens. Toutefois, ce modèle est aujourd'hui fragilisé par l'augmentation des coûts, la non-indexation de la DCT, les contraintes du droit européen et les exigences environnementales. Le rapport vise ainsi à dresser un diagnostic global, non seulement des transports extérieurs, mais aussi des chemins de fer et de l'intermodalité, afin d'appréhender l'ensemble de la chaîne de mobilité. Il met en lumière les déséquilibres actuels et propose des pistes d'évolution pour un système plus cohérent, durable et intégré.

👉 Objectifs de l'auto saisine

Construire une vision cohérente et prospective du système de mobilités de l'île, dans un contexte marqué par :

- * L'insularité structurelle ;
- * La dépendance aux transports externes ;
- * Des défis environnementaux importants ;
- * Des besoins croissants en interconnexions internes.

👉 Travaux réalisés en 2025

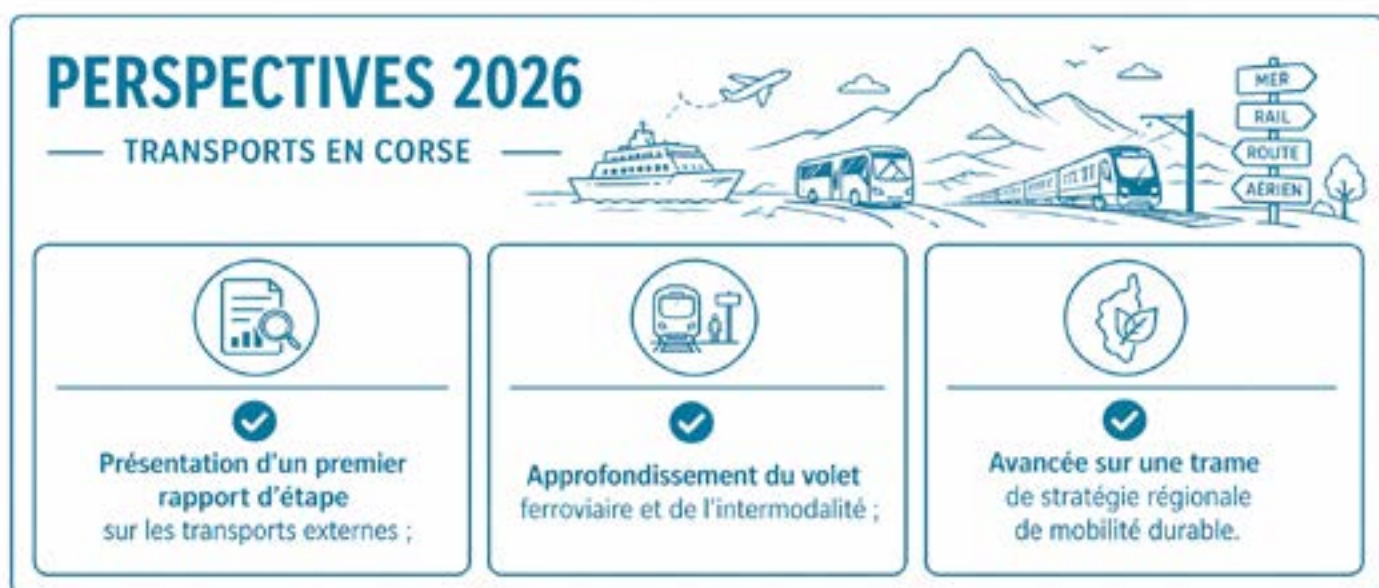
Le groupe de travail a mené **6 réunions** et de nombreuses auditions d'acteurs clés :

compagnies aériennes et maritimes, Office des Transports, économistes spécialisés, universitaires, acteurs publics et privés.

👉 Les réflexions ont porté sur :

- * **Les transports externes** : aériens et maritimes, DSP, accessibilité ;
- * **Les transports internes** : réseau routier, transports collectifs, intermodalité ;
- * **Le transport ferroviaire** : fret et passagers ;
- * **La durabilité** : modèles économiques, empreinte écologique, équité territoriale.

Cette auto saisine vise à offrir une feuille de route construite, argumentée et adaptée aux réalités insulaires.



Système éducatif de la Corse autonome : Penser l'avenir scolaire de l'île

Quelques mots du Président



Le transfert de la compétence éducative, déjà évoqué dans le rapport de la précédente commission ad hoc de 2017, doit être envisagé dans le cadre du processus d'autonomie en cours et de sa loi organique. Il convient après avoir dressé le bilan du système éducatif en Corse, de déterminer l'opportunité de ce transfert, d'en fixer les contours et les limites, la temporalité ainsi que le financement éventuel. Cela en s'inscrivant dans le cadre des nouveaux traités internationaux, dans la perspective de sanctuariser l'enseignement de la langue corse, en se projetant dans l'ensemble roman, l'Europe et la méditerranée. Le tout afin de répondre aux défis du monde contemporain et à celui à venir.

👉 Objectifs de l'auto saisine

Contribuer à la réflexion institutionnelle en cours sur une éventuelle autonomie de la Corse, en proposant un cadre structuré pour un **système éducatif propre à la Corse**, cohérent avec ses besoins, son identité et ses ambitions.

👉 Travaux réalisés en 2025

Le groupe de travail a mené **9 réunions** et auditionné :

- * Acteurs institutionnels corses ;
 - * Experts universitaires ;
 - * Responsables éducatifs d'autres territoires autonomes (Catalogne, Sardaigne, Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Malte...) ;
 - * Syndicats et associations ;
- Autorités académiques.

👉 Les réflexions ont porté sur :

- * Les **niveaux d'enseignement** : 1er et 2nd degré, formation professionnelle, apprentissage, université ;
- * L'éducation **plurilingue** et la place de la langue corse
- * L'organisation, les compétences, et la gouvernance ;
- * L'analyse comparative des systèmes éducatifs dans d'autres territoires autonomes.

Ce travail constitue une contribution majeure de la société civile aux discussions institutionnelles.



Pour une justice territoriale et un développement équilibré

Quelques mots du Président



Le rural profond et en particulier la montagne, continue de se vider inéluctablement, tandis que les zones périurbaines se remplissent progressivement. Choisir de vivre en milieu rural suppose de savoir ce qui rend attractif le village et en quoi il peut être vivable. Pour cela, il faut examiner les dispositifs mobilisables, essayer de trouver des solutions concrètes, passer de l'initiative à l'offensive et être force de propositions. C'est pourquoi, nous appelons à une meilleure « justice spatiale » dans l'action publique.

👉 Objectifs de l'auto saisine

Analyser les réalités diverses des ruralités corses pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre, identifier les fragilités structurelles, valoriser les ressources locales et proposer des ajustements des politiques publiques pour une vraie justice spatiale.

👉 Travaux réalisés en 2025

Le groupe de travail a réuni **9 sessions** et auditionné :

- * Institutionnels (État, CdC, AUE, DRAAF...) ;
- * Chercheurs et universitaires ;
- * Acteurs locaux ;
- * Experts nationaux des politiques de ruralité

👉 Les thématiques étudiées incluent :

- * Les dynamiques démographiques ;
- * L'accès aux services publics ;
- * L'emploi et les activités économiques ;
- * Les mobilités, l'habitat et le foncier ;
- * Les initiatives innovantes locales ;
- * Les mécanismes de vulnérabilité territoriale.

Cette auto saisine ouvre la voie à une politique de ruralité mieux adaptée aux spécificités corses, fondée sur l'équité territoriale

La première étape de travail réalisée en 2025 a permis d'appréhender la diversité des trajectoires des espaces ruraux de Corse : quand certaines zones bénéficient de l'apport de populations nouvelles à l'instar de la Corse dans son ensemble, d'autres poursuivent leurs pertes de population et atteignent des seuils inquiétants.

La politique de guichets qui prévaut pour les dispositifs d'aides aux communes conduit à mettre en compétition les communes entre elles et a tendance à défavoriser celles qui sont les moins dotées en capacités humaines et financières quand les autres communes parviennent à se positionner au mieux.

Au terme de cette première étape, le principal déficit identifié est le manque de projets inscrits dans les bassins de vie où une vivabilité accrue de grappes de communes permettrait de conforter l'attractivité nouvelle de ces espaces ruraux, de mobiliser leur potentiel de nature et de culture, et d'en inverser l'évolution démographique.



RÉFLÉCHIR, S'OUVRIR, PARTAGER

LE CESECC AU PLUS PRÈS DU TERRITOIRE

Dans la continuité de sa volonté d'ancrer son action au cœur des réalités locales, le CESECC a poursuivi en 2025 la dynamique de **délocalisation de ses réunions**.

Cette démarche, devenue un marqueur essentiel du fonctionnement de l'institution, vise à rapprocher le CESECC des territoires, à renforcer le dialogue direct avec les élus et acteurs de terrain, et à garantir une prise en compte fidèle de la diversité des situations insulaires dans les avis rendus.

Les réunions de Bureau délocalisées

Grâce aux déplacements du Bureau, aux séances délocalisées et aux auditions nombreuses :

- * Les réalités locales sont mieux appréhendées ;
- * Les retours de terrain nourrissent directement les analyses du Conseil ;
- * Les dynamiques territoriales (ruralités, littoral, montagne) sont mieux prises en compte.



Au cours de l'année 2025, **3 réunions de Bureau** ont ainsi été **délocalisées**, organisées en partenariat avec les intercommunalités :

- * **Communauté de Communes de Pasquale Paoli,**
- * **Communauté de Communes de l'Île-Rousse – Balagne,**
- * **Communauté de Communes de l'Alta Rocca.**



Ces réunions délocalisées ont permis d'aller à la rencontre des équipes intercommunales, d'observer in situ les dynamiques propres à chaque bassin de vie, et d'échanger sur leurs projets, leurs difficultés et leurs attentes.

Ces événements constituent un **moment privilégié d'écoute, d'observation et de compréhension mutuelle**. Elles permettent au CESECC d'appréhender la réalité quotidienne des territoires, leurs dynamiques économiques, leurs enjeux en matière de services publics, de transition écologique, de tourisme, de cohésion sociale ou encore d'aménagement du territoire.

LE CESECC DANS L'ECOSYSTEME INSTITUTIONNEL RÉGIONAL

En 2025, le CESECC a consolidé sa place au sein de l'écosystème institutionnel régional. Son rôle de conseil, de médiation, d'expertise et de vigilance démocratique s'est renforcé grâce à un dialogue constant avec l'ensemble des institutions de la Collectivité de Corse, l'État, les instances consultatives régionales et nationales, ainsi que les réseaux européens et méditerranéens.

Le CESECC apparaît comme un **acteur pivot**, à la croisée de la société civile organisée, du pouvoir exécutif, du pouvoir délibérant et des partenaires extérieurs.

Cette section décrit ces interactions essentielles.

Un dialogue renforcé avec l'Exécutif de la Collectivité de Corse

En 2025, **60 % des rapports soumis au CESECC** ont été présentés directement par le **Président du Conseil exécutif ou les Conseillers exécutifs**, témoignant :

- * D'une **relation de travail fluide**,
- * D'une **confiance renouvelée**,
- * Et d'une **prise en compte systématique des analyses du CESECC**.

Les avis rendus par le CESECC ont nourri :

- * Les débats de l'Assemblée de Corse,
- * Les délibérations,
- * Les stratégies sectorielles,
- * Et les grandes orientations de la Collectivité.

Les élus soulignent régulièrement que les avis du CESECC sont intégrés dans les présentations des rapports en séance, et qu'ils contribuent à éclairer les politiques publiques.

Une collaboration continue avec l'Assemblée de Corse

L'Assemblée de Corse s'appuie sur le CESECC pour enrichir le débat parlementaire et améliorer la qualité des décisions publiques.

En 2025, les interactions ont été marquées par :

- * La reprise des recommandations du CESECC dans les **délibérations majeures** ;
- * Une coordination renforcée sur les sujets sensibles :
 - Dérives mafieuses,
 - Évolution institutionnelle,
 - Politique culturelle,
 - Stratégies sectorielles ;
- * La reconnaissance du CESECC comme **acteur essentiel du processus d'autonomie**.

Une participation active aux instances de pilotage de la Collectivité

En 2025, le CESECC a intégré **trois nouvelles instances institutionnelles**, par délibération de l'Assemblée de Corse :

- * **Commission contre les dérives mafieuses**
→ présence du CESECC, apport d'experts, suivi démocratique renforcé.
- * **COPIL de révision du PADDUC**
→ rôle déterminant dans l'analyse territoriale et la prospective.

* COPIL "Paesi è Cità Immersivi"

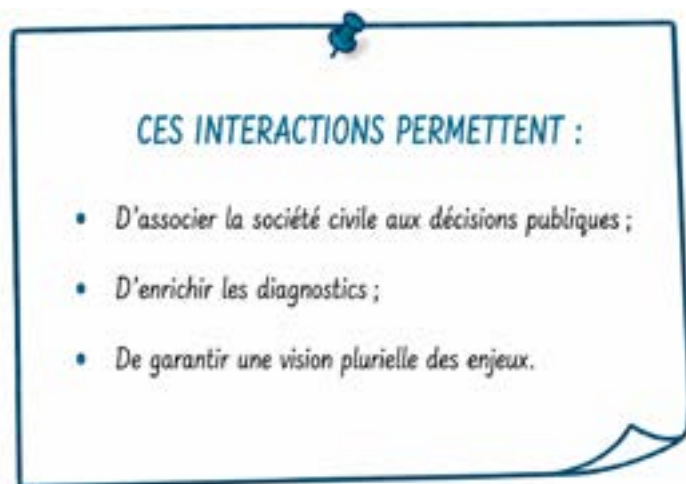
→ expertise linguistique, patrimoniale et culturelle au service d'un label structurant.

Ces participations témoignent de la volonté de la Collectivité de s'appuyer davantage sur l'expertise des représentants de la société civile pour bâtir des politiques publiques plus cohérentes et concertées.

Une articulation avec les services de l'État

Le CESECC a participé à plusieurs démarches initiées par l'État, dont :

- * La **cellule économique de Corse** (préfecture) ;
- * Le comité de pilotage de l'étude ADEME sur la **résilience du système alimentaire**
- * Le projet académique **Scola 2030** (Rectorat).



L'ACTION EXTRATERRITORIALE DU CESECC

En 2025, le CESECC a poursuivi et renforcé son engagement au delà du territoire insulaire, affirmant son rôle dans les réseaux nationaux, européens et méditerranéens. Le Conseil a contribué à des travaux structurants, participé à des démarches collectives d'ampleur et représenté la voix de la société civile corse dans des instances où se discutent des enjeux stratégiques. Cette action extraterritoriale amplifie l'influence du CESECC, nourrit ses analyses et inscrit la Corse dans des dynamiques de coopération indispensables pour répondre aux défis contemporains.

Une collaboration affirmée avec le CESE national

En 2025, le CESECC a été partie prenante de trois contributions majeures au CESE :

Avis "Réussite à l'École – réussite de l'École"

Contribution notable sur :

- * Les inégalités scolaires en Corse ; Les besoins spécifiques du territoire insulaire ;
- * La cohésion éducative dans le cadre du projet Scola 2030.

Résolution "Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050"

Apports du CESECC :

- * Lecture insulaire des enjeux climatiques ;
- * Besoins de justice sociale et territoriale ;
- * Rôle de la société civile dans les transitions.

Avis "Permettre à tous de bénéficier d'une alimentation de qualité en quantité suffisante"

Apports du CESECC à partir de son auto-saisine Manghjà Nustrale :

- * Précarité alimentaire qui progresse chez les plus défavorisés ;
- * Diète méditerranéenne pour favoriser des régimes alimentaires plus équilibrés ;
- * Les projets alimentaires territoriaux (PAT) pour relocaliser l'alimentation ;
- * La mobilisation de la restauration collective pour développer des filières locales de qualité.

Ces participations assurent la visibilité nationale des problématiques corses.

Une contribution forte au sein de CESER de France

L'année 2025 a été marquée par un contexte national exceptionnel : la menace de suppression des CESER.

Le CESECC s'est pleinement mobilisé dans le cadre de CESER de France, l'association nationale regroupant présidents et bureaux des CESER métropolitains et ultramarins.

Contribution aux groupes de travail :

En 2025, le CESECC a été particulièrement impliqué dans deux groupes majeurs pilotés par CESER de France.

Groupe de travail "Décentralisation et différenciation territoriale"

Présidé par **Marie Jeanne Nicoli**, ce groupe réunit 11 CESER (hexagonaux et ultramarins).

Objectifs :

- * Comprendre les demandes d'évolution institutionnelle (Corse, Outre mer) ;
- * Comparer les dynamiques de différenciation territoriale ;
- * Formuler une demande officielle pour intégrer la société civile régionale dans les débats avec l'État.



Groupe de travail "Évaluation des politiques publiques" (EPP)

Représenté par **Charles Casabianca**, il a participé à :

- * La préparation du **Tome 3 du Livre blanc de l'EPP** ;
- * L'actualisation des méthodologies ;
- * Des propositions visant à renforcer la légitimité et la place des CESER dans l'évaluation publique.

Ces travaux renforcent la crédibilité du CESECC dans deux domaines majeurs : **l'évolution institutionnelle** et la **qualité de l'action publique**.



Actions majeures :

- * Participation à **12 assemblées générales** ;
- * Implication dans **deux assemblées générales extraordinaires** en réaction au projet de loi sur la simplification de la vie économique ;
- * Adoption d'une **motion de soutien à Mayotte** ;
- * Participation à une assemblée générale mixte avec la Nouvelle Calédonie ;
- * Contribution active à l'Expression commune "**Chemin d'avenir des CESER : pour revivifier la démocratie régionale**".

Rôle clé du CESECC :

- * Défense du rôle des CESER dans la démocratie sociale régionale ;
- * Plaidoyer pour la reconnaissance de l'**expertise territoriale** ;
- * Mise en avant de la place de la société civile organisée dans le paysage institutionnel régional et dans le cadre de la transition institutionnelle de la Corse.

Les relations avec Régions de France

Chaque année, le CESER de la région d'accueil du Congrès de Régions de France, organise la conférence des CESER.

En novembre 2025, le Congrès se tenait à Versailles, sur le thème "Les Régions, des territoires solides pour une France forte".



Après l'adoption de Chemin d'avenir, CESER de France remettait officiellement à Carole DELGA, Présidente de Régions de France, à l'occasion du congrès annuel de Régions de France sa contribution **pour un renforcement de la démocratie régionale et le maintien du lien entre les régions et société civile organisée.**



Une participation active au Réseau des CES de l'Arc Méditerranéen

Créé en 2023, ce réseau réunit huit CES méditerranéens (Corse, Andalousie, Catalogne, Communauté valencienne, Baléares, Murcie, Occitanie, Région Sud).



* Au soutien en faveur de la création d'un Observatoire scientifique sur la pollution plastique en Méditerranée

Cet engagement s'est concrétisé par la participation du CESECC à la table ronde organisée le 7 juin à Nice dans le cadre du Forum international Météo et Climat, en amont de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3). Les échanges ont permis de rappeler l'urgence d'une action coordonnée sur l'ensemble du bassin méditerranéen et la nécessité de fédérer chercheurs, institutions et société civile autour d'un outil partagé de connaissance et de suivi.



En 2025, le CESECC a contribué :

* Au plaidoyer pour la reconnaissance de l'agriculture méditerranéenne dans la PAC

Un document commun a été publié en mai 2025, soulignant :

- Les impacts du changement climatique sur les régions méditerranéennes ;
- La nécessité de protéger les modèles agricoles insulaires ;
- L'importance d'un soutien renforcé au renouvellement générationnel ;
- La valorisation du régime alimentaire méditerranéen.

Rôle du CESECC :

- * Rappeler la vulnérabilité des territoires insulaires ;
- * Valoriser les initiatives corses contre le plastique ;
- * Renforcer la dimension scientifique des politiques environnementales corses.



LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

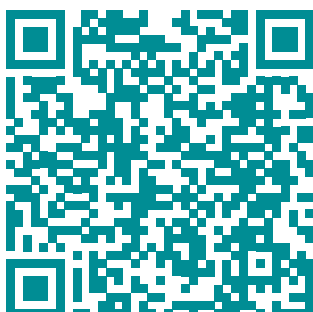


Le secrétariat général du CESECC constitue l'appui administratif, technique et stratégique indispensable au bon fonctionnement du Conseil. Composé d'une équipe pluridisciplinaire il place ses compétences complémentaires (expertise thématique, organisation et communication) au service des 63 conseillers.

Son rôle est d'accompagner ces derniers dans leurs missions d'analyse, de concertation et de production d'avis, afin de faire entendre la voix de la société civile et d'éclairer les décisions publiques. À cette fin, il organise, prépare et suit l'ensemble des travaux du CESECC, dans le respect des calendriers institutionnels et des contraintes des conseillers.

Concrètement, il assure une veille documentaire, organise des auditions d'acteurs institutionnels et socio-professionnels, et produit des notes de synthèse, comptes rendus et documents de travail. Il apporte également un appui juridique et méthodologique pour sécuriser les procédures et garantir la qualité des avis.

Enfin, il prend en charge les aspects administratifs liés au mandat des conseillers (gestion des présences, déplacements, formation, etc.), afin de leur permettre de s'investir pleinement dans leurs missions.



Consulter les coordonnées du Secrétariat Général
du CESEC de Corse

ANNEXES

LE BUREAU DU CESECC

La Présidente

Marie-Jeanne
NICOLI



Les Vice-Présidents

Marie-Josée **SALVATORI**



Vice-Présidente,
Présidente de la section économique,
sociale et de la prospective

Jean-Pierre **LUCIANI**



Vice-Président,
Présidente de la section de la culture,
de la langue corse et de l'éducation

Julie **PANTALONI-BARANOVSKY**



Vice-Présidente,
Présidente de la section de
l'environnement et du cadre de vie

Les Présidents de commissions

Jean **BRIGNOLE**



Développement
économique, tourisme,
affaires sociales, emploi
et prospective

Charles **CASABIANCA**



Finances, suivi
et évaluation des
Politiques publiques

André
ANGELETTI



Agriculture, développement
rural, foncier, forêt, mer,
pêche

Christian
ANDREANI



Azzione culturale,
audiovisuel, patrimoine

Hélène
DUBREUIL-VECCHI



Education, formation,
jeunesse

Jean-Pierre **GODINAT**



Lingua corsa e
u so sviluppu

Michèle **BARBE**



Politiques environnemen-
tales, aménagement
développement des
territoires et urbanisme

Hyacinthe **CHOURY**



Précarité-solidarités, santé,
cohésion sociale et habitat
sport et vie associative

Jean **DAL COLLETTO**



Europe, relations
internationales
Euro-région, Méditerranée,
diaspora

LES REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES

Aménagement du territoire :

Commission Territoriale des Espaces, Sites et Itinéraires de pleine nature, Comité de massif, Comité de suivi des ESA, Office foncier de la Corse, Conseil de l'aménagement et de l'urbanisme de Corse (AUE) ; COPIL Révision du PADUCC.

Culture/cinéma/musique :

Conseil d'administration du FRAC, Conseil d'orientation consultatif du centre d'art polyphonique de Corse, conseil scientifique d'orientation et de gestion consultatif de la cinémathèque de Corse ; comité de suivi Allindi ; Comité de suivi Telepaese ; Jury prix des lecteurs ; Comité de pilotage étude et accompagnement de la politique culturelle.

Economie :

Conseil d'administration de l'ADEC, comité de pilotage du SRDE2I, Cellule économique de Corse.

Education/ Enseignement supérieur/Formation/ Jeunesse :

CREFOP, Comité de pilotage Pattu pè a Giuventù ; jury défis sportifs solidaires

Environnement/Energie :

Conseil de l'Energie, de l'Air et du Climat, Comité de bassin, comité territorial de la biodiversité en Corse, comité consultatif de la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio, comité consultatif étang de Biguglia, comité consultatif de la réserve naturelle de Scandola, Comité consultatif de la Réserve Tre Paddule di Suartone, Comité de pilotage du plan d'action d'éducation à l'environnement au développement durable (PTAEDD)

ESS :

Comité de pilotage de l'ESS

Europe :

Comité de suivi des fonds européens

Médias/Lingua corsa :

Comité de suivi de la convention de partenariat entre la CdC et France bleu RCFM, comité de suivi de la convention d'objectifs et de moyens relative au développement de la chaîne ViaStella, comité de suivi Alta Frequenza, comité de suivi C. Communication, comité de suivi Corse Net Infos, comité de suivi TELEPAESE.

Numérique :

Comité de suivi Smart ISULA, Comité de pilotage New Deal Mobile, Comité de suivi cybersécurité

Politiques publiques :

Comité d'évaluation des politiques publiques, Corsica Pruspettiva, Commission dérives mafieuses

Santé/social :

Observatoire régional de la santé, ARS-PRSE4 comité d'animation régionale santé environnement ; comité de pilotage du comité local du travail social et développement social (CLTSDS) ; comité technique du comité local du travail social et développement social (CLTSDS), gérontopole ; ARACT-CPR élargi en commission d'orientation.

Autosaisine sur «les transports»

ACQUAVIVA Jean-Félix, **Président de l'Office des Transports de la Corse** (juillet 2025) ;

DE LA ROSA Stéphane, **Professeur de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Délégation de Service Public et problématiques juridiques Européennes** ;

FAZI Andria, **Maître de conférences en science politique à l'Université de Corse, Historique de la Délégation de Service Public et systèmes comparés** (Sardaigne, Açores et autres) ;

GOSSELIN Gilles, **Directeur de la compagnie aérienne VOLOTEA** ;

MATTEI Flora, **Présidente de l'Office des Transports de la Corse** (février 2025) ;

MATTEI Pierre, **Président Directeur Général de Corsica Ferries** ;

MURACCIOLE Pierre, **Président du directoire de la compagnie aérienne Air Corsica** ;

SALINI Patrice, **Economiste des transports, les possibilités d'évolution du transport insulaire dans le cadre de la Délégation de Service Public** ;

SANTONI Jean François, **Directeur de l'Office des Transports de la Corse** ;

VILLANOVA Pierre-Antoine, **Directeur Général de Corsica Linea** ;

WIDUCH Jean-François, **Directeur Régional Méditerranée d'Air France KLM**

Autosaisine «Système éducatif de la Corse autonome»

BARBOLOSI Lucien, **Responsable formation-emploi Medef Corse** ;

CASABIANCA Charles, **Responsable CGT Education Corse** ;

LUCIANI Xavier, **Directeur CFA de Haute-Corse** ;

MINEO Fabien, **Secrétaire général du syndicat SNIUPP pour la région Corse** ;

OTTAVI-POLETTI Marie, **Secrétaire académique Corse du SGEN CFDT** ;

PÈRE Mayans, **Chef du service ressources linguistique au Département d'Education et de Formation Professionnelle de la Région Catalogne** ;

RAMACCIOTTI Pierre-Dominique, **Président du syndicat SNALC pour la région Corse** ;

SALERNO Giulio, **Professeur de droit public et constitutionnel à l'Université de Macerata, associé à l'Institut sur les études sur les systèmes régionaux, fédéraux et sur l'autonomie** ;

SANA Mara, **Enseignante directrice de la Scola Media d'Aggius** ;

SAUSSAY Jean, **Président de la Commission Enseignement, formation et droits du travail du CESE de Nouvelle- Calédonie** ;

SEDDA Francesco, **Professeur d'Université de Cagliari, conseiller auprès d'Alessandra TODDE, Presidente de la Regione Sardegna** ;

TERIIPAIA Ronny, **Ministre Polynésie Française** ;

TIREL Karine, **Chargée de mission régionale à l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme**

THONON Larissa, **Professeur et syndicaliste.**

Autosasine sur «les ruralités»

BARACCO Anthony, **Sous-préfet de l'arrondissement de Sartène ;**

BRETEL Antonin, **Directeur Régional Adjoint Chef du Service Études et Diffusion- INSEE de Corse ;**

BUNNIK Benoit, **Enseignant en histoire-géographie INSPE de Corte – Université de Corse ;**

CRISTOFARI Pasquin, **Adjoint DGA Aménagement du territoire-Collectivité de Corse ;**

DELFOSSÉ Claire, **Professeur de géographie Lyon 2 - Directrice du laboratoire d'études rurales à Lyon ;**

FOURNIER Marie-Annick, **Directrice de l'Association Nationale des Elus de la Montagne- ANEM ;**

GAVEAU Fabien, **Professeur agrégé d'histoire, Université de Bourgogne, Dijon ;**

GAYRAUD Laetitia, **Chargée de mission Cohésion des territoires et montagne-SGAC Corse ;**

GILORMINI Benjamin, **Directeur délégué à l'aménagement du territoire-AUE ;**

JALON Eric, **Préfet de Corse-Préfet de la Corse du Sud;**

KUPISZ Thomas, **Sous-préfet de l'arrondissement de Corte ;**

MARTIN Magali, **Directrice des programmes France Ruralité- ANCT ;**

PAPADOPOULOS Pierre, **Directeur de la DRAAF Corse ;**

PATROU Alexandre, **SGAC de Corse ;**

VANIER Martin, **Géographe - Professeur à l'UMR PACTE – Université de Grenoble.**

I : SECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PROSPECTIVE

Entreprises et activités professionnelles non salariées

- Chambre de commerce et d'industrie de Corse
- MEDEF Corse
- CPME Corsica
- Union des entreprises de proximité région Corse (U2P Corse)
- Chambre régionale des métiers et de l'artisanat de Corse
- CAPEB de Corse-du-Sud
- CAPEB de Haute-Corse
- Fédération du BTP de Corse-du-Sud
- Fédération du BTP de Haute-Corse
- FNTV Corse
- Strada Corsa
- Syndicat professionnel de transporteurs de la Corse
- Chambre régionale d'agriculture de Corse
- FDSEA de la Corse-du-Sud
- FDSEA de la Haute-Corse
- Syndicat départemental «Via Campagnola» de Haute-Corse
- Syndicat départemental «Via Campagnola» de Corse du Sud
- Syndicat départemental «Jeunes agriculteurs» de Haute-Corse
- Syndicat départemental «Jeunes agriculteurs» de Corse du sud
- Syndicat départemental de la Corse du Sud «A Mossa Paisana»
- Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Corse
- Prud'homie des pêcheurs d'Ajaccio
- Prud'homie des pêcheurs de Bastia Cap Corse
- Prud'homie des pêcheurs de Balagne
- Prud'homie des pêcheurs de Bonifacio
- Syndicat des aquaculteurs Corses
- Fédération des industries nautiques
- Union maritime de Corse-du-Sud
- Union maritime de la Haute-Corse
- Syndicat de la défense des pêcheurs corses
- Union des prots de plaisance de Corse
- Délégation régionale de la Chambre nationale des professions libérales de la Corse
- Union nationale des professions libérales de Corse
- UMIH Corse
- Groupement des hôtelleries et restauration de France Corsica (GHR)
- Fédération Corse de l'hôtellerie de plein air
- Fédération régionale de l'hôtellerie de plein air
- Fédération régionale des offices du tourisme et syndicats d'initiative de Corse
- Union régionale corse des professionnels des activités de pleine nature
- Groupement syndical des professionnels corses de la randonnée et de l'alpinisme
- Entreprises du voyage EDV Méditerranée
- Gîtes de France
- Groupement syndical des professionnels corses de la randonnée et de l'alpinisme

Syndicats de salariés

- Union régionale CGT de Corse
- Unions départementales CGT-FO de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse
- Union régionale CFDT de la Corse
- Sindicatu di i Travagliadori Corsi
- UNSA CorseCFE

II. SECTION DE LA CULTURE, DE LA LANGUE CORSE ET DE L'EDUCATION

Vie culturelle ou promotion de la langue corse

- ARTE E MARE
- CINE 2000
- Et pourtant ça tourne
- Le festival du film de Lama
- Diffusion KVA
- Association cinem'Associu
- Rencontres du cinéma italien
- Omi è Lochi
- Fabbrica culturale Casell'arte
- Centre national de création musicale VOCE
- Association A CAPPELLA
- STELLABEL
- Association A Filetta
- Association Jazz in Aiacciu
- U TEATRINU
- Théâtre ALIBI
- Association Locu Teatrale
- Association SUB TEGMINE FAGI
- Compagnie Spirale
- A FUNICELLA
- ACROBATICA MACHINA
- Théâtre commun
- Association Helios Perdita
- MUSANOSTRA
- Filu d'Amparera
- Scudo édition
- Editions d'octobre
- Scola in festa
- Soffiu di lingua
- CASALONGA Toni
- FAIVRE VELLA Viviane
- FIESCHI Jean-Louis
- FILIPPI Bernard
- FORTINI Marcel
- IDIR Jean-Marc
- MUFRAGGI Toussaint
- PINI Joseph-Marie
- RODRIGUEZ ANTONIOTTI Maddalena
- ACCORSI Agnès
- GALAZZO Solange
- CALDERON Linda
- TOLLA Didier
- COMBESCU Florence Mariko
- LEDOYEN Marc
- Groupement régional des sociétés archéologiques de la Corse
- Délégation régionale de Corse de la fondation du patrimoine
- Association Fighjula i Petri
- AGHJA
- Centre culturel ANIMA
- Centre culturel UNA VOLTA
- SVEGLIU CALVESE
- L'ARIA
- Compagnie ART MOUV,
- VIALUNI

- Association Dissidanse Lalala
- La Danzateria
- Compagnie Bal-Dilà
- Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre de Haute-Corse
- Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre de Corse du sud,
- Fighjula i petri
- FILU d'AMPARERA

Vie éducative

- Conseil d'université de Corse
- FILU D'AMPARERA
- Association départementale des pupilles de l'enseignement public de la Haute-Corse
- Scola corsa
- Scola corsa di Bastia
- Scola corsa di Biguglia
- Soffiu di lingua
- Association départementale des pupilles de l'enseignement public de la Haute-Corse
- FALEP
- Bibliothèque sonore de Bastia
- FSU
- STC
- SNETAA FP FO
- UNSA UD
- SNALC
- SGEN-CFDT
- SNE
- FNEC-FP-FO
- CGT
- SNEC CFTC
- FEP CFDT
- Centre de formation des apprentis
- APC
- FCPE

III : SECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Protection de l'environnement en Corse

- La maison de l'architecture
- CAUE de Corse
- U LEVANTE
- CPIE centre Corse A Rinascita
- Fédération nationale des chasseurs
- Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique
- Parc naturel régional de Corse au titre de la réserve naturelle de Scandola et de la réserve Man and

Biosphère de la vallée du Fangu,

- L'office de l'environnement de la Corse au titre de la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio,
- La collectivité de Corse au titre de la réserve naturelle de Biguglia
- Agence Française pour la biodiversité au titre du parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate
- Conservatoire du littoral
- Union nationale des CPIE de Corse
- Association régionale des communes forestières de Corse
- Centre régional de la propriété forestière
- PEFC Corsica

- Secours populaire français fédération de la Corse-du-Sud
- La coordination inter-associative de lutte contre l'exclusion (CLE)
- Accueil de jour FALEP
- Accueil de jour Secours catholique (Ajaccio et Porto-Vecchio)
- Présence Bis
- Epicerie solidaire dignité
- Les restos du cœur
- Ava basta
- Fédération des groupements corses de Marseille et des Bouches du Rhône

Protection et animation du cadre de vie

- Comité régional olympique et sportif
- Unions départementales d'associations familiales de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse
- Union régionale de la mutualité française de Corse
- Conseil de la citoyenneté et de l'autonomie de Corse
- INDECOSA CGT de la Corse-du-Sud
- INDECOSA CGT de la Haute-Corse
- Centre technique régional de la consommation de Corse
- Confédération nationale du logement de la Corse-du-Sud
- Confédération nationale du logement de la Haute-Corse
- Union fédérale des consommateurs Corse Que Choisir
- Association de défense, d'éducation et d'information du consommateur de Haute-Corse
- Association Force ouvrière consommateurs de Haute-Corse
- UDAF Corse du Sud
- UDAF Haute-Corse
- CRESS Corsica
- CHRS Maria Stella-association Stellaria
- CHRS Sperenza- association fraternité du partage
- CHRS FALEP
- CHRS Le foyer de Furiani-association le foyer de Furiani
- Centre d'hébergement d'urgence sociale l'ALBA
- Accueil de jour et de nuit Association A Fratellanza
- Accueil de jour Stella Maris FALEP Corse du sud
- INSEME

ILS ONT SIÉGÉ EN 2025



ACKER-CESARI Véronique

AIELLO Antoine

ANDREANI Christian

ANGELETTI André

BARBE Michèle

BARTOLI Antony

BATTESTINI Antoine

BENETTI Frédéric

BIAGGI Michèle

BOUDA Gérard

BRASSET Pasquale

BRIGNOLE Jean

CANARELLI Jean

CANNAC-PADOVANI Magali

CASABIANCA Charles

CASABIANCA François

CASANOVA Mathieu

CESARI Alexandra

CHOURY Hyacinthe

CIANFARANI Françoise

CLEMENCEAU-FIESCHI Patrick

CUCCHI-GENOVESI Laetitia

DAL COLLETTI Jean

DE PERETTI Nicolas

D'ORAZIO Xavier

DUBREUIL-VECCHI Hélène

FEDI Marie-Jeanne

FILIPPI Bernard

FILIPPI Hélène

FONDACCI François

GIACOMONI Léon

GIANNI Jean-Jacques

GIUDICELLI Jean-Pierre

GODINAT Jean-Pierre

LIBERATORE-RUGGERI Cécile

LOTA René

LUCIANI Denis

LUCIANI Jean-Pierre

MARCAGGI Antoine

MARCELLINI-NICOLAI Marie-Désirée

MIAS Patrick

MINEO Fabien

NICOLI Marie-Jeanne

NINU Marc

NOBILI Laura

NOVELLA Christian

O'BINE Pat

OGLIASTRO Fabrice

OLLANDINI Jean-Thomas

PANTALONI-BARANOVSKY Julie

RIUTORT Jean-Jacques

ROYER Vincent

RUBINI Pierre-Jean

SALDUCCI Valérie

SALVATORI Marie-Josée

SANTONI Pierre

SUSINI Jean-Dominique

TROJANI Paul

VALLESI Don-Louis

VENTURINI Stefanu

VITALI Pierre

Ont également siégé

CLEMENTI Jean-Pierre

PAQUET Stéphane



CESEC de Corse

Courriel : presidence.cesec@isula.corsica

Tél : 04 20 03 95 10

